



L'éclairage

Etienne Chouard

Le capitalisme c'est du droit

Le capitalisme, c'est du droit, le droit des grands marchands, des multinationales et des banques. Il y a quelques grandes règles et ça tient sur les doigts d'une main. Les grandes lois c'est :

- **la totale subordination des travailleur-es aux propriétaires des moyens de production**, aux propriétaires du grand capital. C'est la subordination féodale, tyrannique, totalitaire, avec une surveillance de tous les instants. 1 pays qui serait géré comme une entreprise, on le considérerait totalitaire, où le patron, le propriétaire décide de tout. On pourrait très bien organiser des rapports humains, pour produire, autrement.

- **La personnalité morale**. Quand c'est apparu au 19^{ème}, ça a été un scandale, et puis quoi encore ? Qu'est-ce que vous racontez ? Ni personne ni morale, c'est plus que discutable, c'est contestable.

- **La responsabilité limitée**, ça veut dire que vous serez responsable qu'à une petite partie, comme Exxon qui dévaste l'Amazonie. C'est Union Carbide fait péter à Bhopal, après avoir négligé les questions de sécurité pour gagner un peu de pognon, l'usine qui empoisonne toute une population dans une ville, une nuit, parce que ça explose. La



responsabilité est écrasante, tout le staff de cette boîte aurait dû être jeté en prison, tous les responsables auraient dû payer toute leur vie pour indemniser les centaines de milliers victimes dont la vie est foutue quand elles ne sont pas mortes.

Non, pas un n'est allé en prison. Rien. C'est la personne morale qui n'endosse rien du tout et ils ont freiné des 4 fers pour ne rien payer ou quasiment. Donc la responsabilité limitée, c'est en fait l'irresponsabilité des grands acteurs.

- **Les sociétés anonymes, par actions, au porteur etc.**, on ne sait pas qui est propriétaire, ils peuvent changer tout le temps, l'entreprise peut être vendue, avec ses salarié-es à n'importe qui, n'importe quand. Le libre-échange.

- Et la plus importante pour la fin, **c'est la totale illimitation des revenus**, la totale illimitation de la propriété. Vous pouvez être propriétaire sans limite, toucher des revenus sans limite, il n'y a pas de limite à l'accumulation notamment des terres.

C'est une loi qui ne prévoit pas la limite. Il suffirait qu'on écrive une loi pour fixer une limite, on pourrait dire on ne peut pas gagner au-dessus de tant... On devrait dire rien en dessous de ce seuil de survie pour que personne ne soit dans la rue, il y a un minimum qu'on va donner pour que personne ne crève de faim.

Mettre fin à la misère ce n'est pas cher, par rapport à ce qu'ils nous volent, c'est une blague !

C'est à notre portée. Si le système de domination parlementaire laisse les SDF à la rue, je pense que c'est pour qu'ils servent d'exemple. C'est une forme de terrorisme intellectuel, de terrorisme politique. Regardez ce qui vous attend si vous ne travaillez pas, si vous n'êtes pas docile, si on arrête de vous faire l'aumône d'un travail salarié, si on vous ferme votre compte bancaire, regardez ce qui va vous arriver. C'est un outil terroriste. Ils servent de repoussoir. Ce serait facile de donner une vie digne... On devrait décider d'un revenu minimum et d'un maximum. Combien de plus ? 3, 4 ? 95% d'entre nous gagnent 3 fois plus que le Smic. Quelques-uns veulent 1000, 2000 fois plus. **Celui qui a besoin de 1000 fois plus, c'est quelqu'un qui n'aime pas son boulot, c'est un voleur, un bandit, rien ne le justifie.**

Etienne Chouard : enseignant, blogueur, militant politique.

Agir en 3 clic! Rdv sur le site de la LDH

**Mobilisons-nous pour une action concrète :
arrêter la collaboration économique avec les
colonies israéliennes illégales**

Une proposition de loi va être déposée à l'Assemblée nationale pour interdire le commerce entre la France et les colonies israéliennes illégales. Alors que le nettoyage ethnique des Palestinien·nes en Palestine occupée s'accélère de façon exponentielle, il est urgent que le Parlement français adopte ce texte pour mettre fin à ce commerce.

Vous pouvez interpellier vos député·es en quelques clics pour qu'ils et elles soutiennent massivement la loi

Alors que l'ONU a confirmé que la colonisation israélienne est un crime de guerre, la France commerce toujours avec les colonies israéliennes illégales.

Aujourd'hui, plus de 300 colonies comprenant plus de 700 000 colons israéliens sont implantées illégalement sur des terres volées aux Palestinien·nes. Chaque profit généré par ces colonies provient de ressources arrachées au peuple palestinien. Pour étendre la colonisation, l'Etat israélien et les colons déplacent de force des milliers de Palestinien·nes chaque année, les dépossèdent de leurs terres, incendient des villages, détruisent les maisons, les écoles et les cultures et étranglent l'économie palestinienne.

Les colonies israéliennes sont illégales : la France le déclare régulièrement et tous les Etats du monde le reconnaissent. **Pourtant, la France continue de commercer avec ces entités établies sur des terres volées aux Palestinien·nes, alors que la Cour internationale de Justice l'a confirmé en 2024 : les Etats ont l'obligation en droit international de “ne pas aider ou assister la situation illégale créée par Israël” en Palestine occupée, incluant la colonisation, y compris par leurs relations commerciales ou leurs investissements.** La résolution de l'ONU de septembre 2024 a demandé aux Etats de prendre des mesures pour imposer à Israël la fin de la colonisation, y compris l'interdiction des produits des colonies. La France est en retard :

l'Espagne, les Pays Bas, l'Irlande, la Belgique et la Norvège ont déjà décidé d'interdire l'importation des produits des colonies.

La proposition de loi qui va être déposée au Parlement vise à interdire tous les aspects du commerce avec les colonies :

Import des produits : Aujourd'hui, la France importe des fruits et légumes, des vins et des produits cosmétiques des colonies. 1 livraison sur 5 de produits agricoles israéliens vers l'UE contient des produits des colonies.

□ **Export des services**, y compris les investissements : Alstom, Egis Rail, Carrefour... De nombreuses entreprises françaises participent régulièrement au développement des colonies par leurs activités commerciales en Palestine occupée. Les banques françaises détiennent des milliards d'euros d'actifs financiers dans des entreprises complices de l'économie coloniale.

□ **Publicité** : La publicité pour des activités de tourisme dans les colonies est également accessible au public français. 760 chambres pouvant loger plus de 2 000 personnes situées dans des colonies israéliennes illégales en Cisjordanie sont proposées à la location sur les sites Airbnb et Booking.

La canicule... et alors !



On étouffe, on souffre : au travail, dans la rue, chez soi... Et alors ? Il paraît qu'il suffit de boire de l'eau, de rester au frais et d'éviter de faire du sport aux heures les plus chaudes. Des conseils simples — surtout quand on travaille dans un atelier surchauffé, qu'on vit dans un logement mal isolé ou qu'on réside dans un EHPAD

transformé en étuve.

Car face à la canicule, tout le monde n'est pas logé à la même enseigne. Les plus modestes, eux, n'ont ni maison fraîche, ni climatisation, ni jardin ombragé. Ils ont surtout le choix entre suffoquer et payer une facture qu'ils ne pourront pas régler. Dans certains départements, les points d'eau où l'on pourrait se rafraîchir sont interdits à la baignade au nom du risque de noyade. Pendant ce temps, les incendies ravagent les forêts et des communes entières. Mais, paraît-il, les moyens sont suffisants, nous explique le ministre de l'Intérieur à la télévision.

Les Canadair supplémentaires promis après les incendies dans les Landes n'ont toujours pas été commandés, et ceux qui existent sont en maintenance. ***Les pompiers professionnels et volontaires, épuisés par des journées et des nuits à combattre les flammes, apprécieront cette définition toute ministérielle de l'urgence.***

Pour les Canadair, il faudrait donc patienter. ***En revanche, pour les armements, le gouvernement sait trouver 38 milliards d'euros***

supplémentaires. **Chacun ses priorités : protéger les populations attendra ; préparer la guerre, manifestement, ne peut pas attendre.**

Et pour se rafraîchir, que propose-t-on ? Les magasins climatisés. À défaut, il reste la solution miracle : achetez un climatiseur ! Une idée lumineuse pour ceux qui ont les moyens — et particulièrement pratique pour ceux qui peuvent travailler dans un bureau climatisé. Pour les autres, il faudra choisir entre avoir moins chaud et manger correctement.

Quant aux conséquences écologiques, on y pensera plus tard. Après tout, il suffira probablement de nous recommander de fermer les fenêtres et de boire davantage.

La canicule n'est pourtant pas une fatalité individuelle. C'est une question de politique publique : logement, urbanisme, végétalisation, accès à l'eau, conditions de travail, protection des personnes âgées et moyens accordés aux secours.

Mais cela demanderait de s'attaquer sérieusement à la politique de la ville, à l'urbanisation et à l'utilisation de l'espace. Cela demanderait surtout de répondre aux besoins de la population plutôt que de lui distribuer des conseils de survie. Quand on laisse les gens suffoquer, on ne leur demande pas de rester au frais :

on agit !.



Les forêts brûlent, les pompiers sont sur les genoux faute de moyens et d'effectifs, 5764 morts de la canicule selon Santé Publique France mais la canicule ma pauvre dame on n'y peut rien ! Jusqu'à quand va durer ce foutage de gueule ?

Rien n'est catastrophe naturelle dans ces événements, parce qu'ils sont prévisibles, parce qu'ils découlent de nos modes de production qui ravagent la planète.

Mais l'Etat ne peut pas tout mon pauvre monsieur !

Là on a les nerfs en pelote !!

A quoi sert un Etat s'il n'est pas au service du bien commun ? S'il n'en est pas le garant ? Derrière ce lamentable discours se cache l'essentiel. Un Etat n'est pas neutre idéologiquement. Le nôtre est particulièrement actif pour protéger les intérêts des puissants.

Ne renonçons pas à nos colères, laissons les s'exprimer. Elles sont le ferment des actions collectives !!

Envie de mordre !!!!!



Gilles Lazar, Maire d'Héricourt, nouvellement élu, reverse 1800 euros de ses indemnités d'élu. Ce sera valable pour ses 6 années de son mandat. L'argent va directement à des associations. Gilles s'est présenté sous l'étiquette PCF.

Maire de Montargis RN : +80%, Maire de Moissac +26% cumul de 10 000 euros par mois.

Perpignan : +57% pour 3 élus (60 000 euros supplémentaires pour le maire lors du 1^{er} mandat. Les mêmes qui font la chasse aux pauvres.

La nouvelle qui se savoure !

Le pays de Galles a voté une loi qui fait que des responsables politiques peuvent perdre leur poste dès lors qu'ils ont menti aux citoyen-es.... C'est une 1^{ère} mondiale !



C'est vraiment chouette !

Cette année, j'ai découvert le théâtre de Bussang dans les Vosges. J'en avais entendu parler depuis longtemps, mais je n'avais jamais eu l'occasion d'y aller.

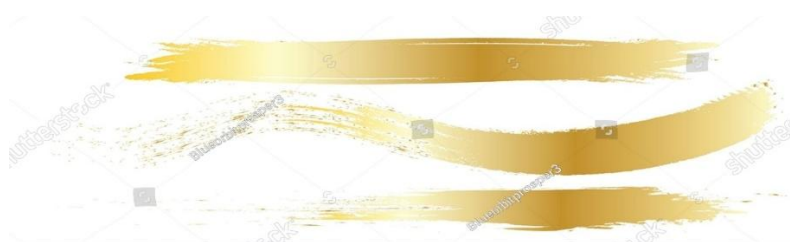
Cette année, un des spectacles présentés relatait l'histoire extraordinaire de ce théâtre.

« par l'art... pour l'humanité » est sa devise.

Déjà le site est unique, avec sa scène qui s'ouvre sur la forêt, avec un immense hêtre en arrière-plan. Hêtre qui est un personnage à lui tout seul. Avec les éclairages, c'est déjà un spectacle magique !

Ensuite, le spectacle : « hériter des brumes ». 6 actes qui relatent les 130 ans du théâtre , créé par Maurice Pottecher et son épouse, actrice de renom, pour sortir de l'entre soi du théâtre parisien. Depuis son origine il a l'ambition de mêler acteur-es professionnel-les et comédiens amateurs.

Qualité du spectacle et la performance des acteurs, qui jouent chacun plusieurs personnages, dynamique du jeu de scène, l'histoire unique de ce théâtre, qui se bat pour vivre et ne pas perdre son identité. Ce qui m'a aussi frappé, c'est l'attachement des habitants de Bussang à leur théâtre et leur fierté.



Les brèves...



Objet : lettre ouverte loi Duplomb

Champagnole, le 17 juillet 2026

A l'attention de : députées du Jura

Mesdames

Vous avez voté la loi Duplomb malgré les interpellations et sollicitations citoyennes dont vous avez fait l'objet. Elle a aussi obtenu les votes de l'extrême droite.

Ce texte mortifère sera soumis au vote définitif à partir du 20 juillet à l'Assemblée.

Il constitue un recul inacceptable parce qu'il aggrave le pire de ce que nous avons pu voir dans les textes étudiés ces dernières années : réintroduction des néonicotinoïdes, accaparement de la ressource et de la gouvernance de l'eau, industrialisation de l'élevage, etc.

Nous vous demandons solennellement de vous opposer à ce texte. L'avenir de notre agriculture ne se joue pas dans un modèle productiviste, "compétitif" sur les marchés mondiaux, tourné vers l'export et dépendants aux intrants de synthèse. Il porte également le risque d'alimenter les conflits d'usage entre agriculteurs, riverains, collectivités et usagers des services d'eau.

Il est nécessaire de construire une agriculture résiliente face aux effets du changement climatique, respectueuse de la biodiversité, de la santé et des milieux afin de garantir une eau en qualité et quantité pour tous.

Avec nos meilleures salutations

UL CGT Champagnole

La rentrée de l'UL

La CE de l'UL s'est réunie le 24 août pour préparer sa rentrée revendicative. Rendez- vous est déjà donné le 21 septembre.



- + 38 milliards sur la loi de programmation militaire déjà à 436 milliards d'euros
- il va falloir « accepter le risque de perdre des enfants, de souffrir économiquement » (chef d'état-major des armées)

La guerre entre tous, les injustices, les inégalités et discriminations, la catastrophe sociale et environnementale,

c'est ça que nous voulons ??

NON ! Construisons notre force d'opinion publique !

Pour la paix, la reconnaissance de l'Etat Palestinien, nos impôts pour la santé, l'éducation, la culture, les salaires et pensions ...

Refusons la guerre !

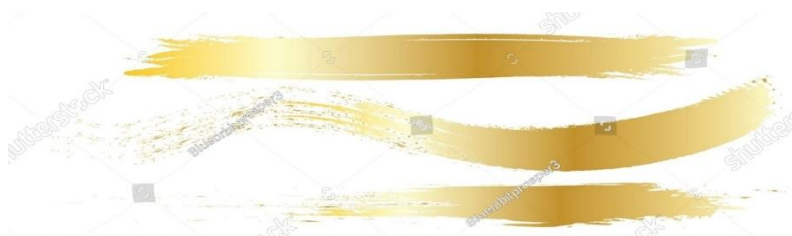


21 Septembre, journée internationale pour la Paix

Rassemblement à 18h, Champagnole (devant la mairie)

« On croit toujours mourir pour la patrie, on meurt pour des industriels »

Anatole France



Journée d'étude sur l'extrême droite

27 août au Puits Salé à Lons, notre UD a opéré sa rentrée revendicative avec cette journée à laquelle une trentaine de camarades a pu participer (5 pour notre UL).

Johann et Sandrine ont construit les apports, repères et éléments d'analyse. Nous avons ainsi pu amplement balayer les questions de la recrudescence du fascisme (échelle monde, Europe et notre société), de sa nature idéologique, ses symboles, ses groupuscules, ses discours et actes. Un temps a été consacré aux risques à court et moyen terme : modification de la Constitution, montée des forces répressives, statuts de la FP, droit et libertés syndicales, violences des groupuscules, les attaques contre la CGT, l'économie de guerre...

2 témoignages forts, parfois émouvants, sont venus éclairer les travaux. Celui de ce dirigeant de fédération syndicale étatsunienne qui a vu les agents du secteur public être brutalement pilonnés par Elon Musk et Trump au mépris de toute légalité ; celui d'un de nos camarades de la territoriale à Perpignan, avec une analyse très claire des raisons de la prise de pouvoir du RN et ses conséquences.

La force et la dynamique de cette journée a résidé dans sa capacité à sortir des seuls constats et débats pour réfléchir sur l'agir. Nos camarades, réunis en atelier, ont pu construire des éléments de réponse, des perspectives d'action.

Parce qu'il demeure 2 constantes : rien n'est écrit d'avance, et là où la CGT a une activité régulière, les fachos reculent !

Université d'été Alternative mutualiste



Comme l'an passé, une majorité de camarades de la CE a participé à cette université d'été, le 28 août, à Jura Parc, aux côtés de plus de 120 inscrit-es.

Elodie, dans son rapport introductif tonique, a souligné la vie dure, l'économie de guerre, l'âpre lutte des classes, les 1200 milliards de patrimoine des plus riches, le vol en bande organisée mais aussi l'ADN de la mutuelle : les Jours Heureux ! Entre les 2, l'insuffisance des résistances, l'asphyxie de l'associatif, la nécessité d'exiger des futurs candidat-es un peu de courage politique (de la gauche évidemment !).

3 interventions se sont succédées. Moins nombreuses que l'an passé, elles ont permis un débat, un aller-retour avec les participant-es. 1 fil conducteur : toujours de très grande qualité, brillantes, passionnantes !

- *le processus d'homologation des produits pesticides*, du combat acharné que mène Secrets Toxiques, 1 réseau coalisé de plus de 100 associations. Avec Magali, on est passé du côté assez rassurant de la vitrine réglementaire de l'UE à la glaçante réalité de toutes les failles qui permettent aux puissants lobbys de nous empoisonner tous les jours, de façon consciente et organisée. Avec le pack OmnibusX, comment aussi ils entendent déréglementer le peu qui existe (issu des luttes ! Et pour celles et ceux qui s'en souviennent, c'est notamment toute la bagarre autour de REACH). Puis Pierre Michel, médecin, a enchaîné sur les effets sur la santé, le recul de l'espérance de vie des plus modestes, le lien entre ces pesticides et les cancers, les mensonges de nos ministres respectifs. Autant dire que la loi Duplomb est et reste dans notre collimateur !

- *Conquérir le travail !* notre camarade Nicolas Latteur, militant en Belgique, a développé ce que signifie le travail pour celles et ceux qui le font au quotidien quand elles et ils ne sont jamais habilités à le dire, sont disqualifiés, discrédités, dépossédés de ce qui leur appartient. Parce que le travail, seuls les tenants du capital en parlent ! Il a puissamment souligné le lien entre travail, conditions de travail et idéologie du RN (la haine de l'autonomie des classes populaires). Quand on a le sentiment d'être déclassé, laissé pour compte, qu'on ne peut jamais faire l'expérience de la démocratie dans l'entreprise qui est à elle seule un monde totalitaire, c'est un carburant puissant. L'enjeu est bien de redonner une autre place au travail dans les projets d'émancipation, de sortir des discours misérabilistes ou surplombants le concernant, de redonner la parole à celles et ceux qui en sont les meilleurs experts. C'est un élément central de la recomposition de la conscience de classe, quand il s'agit de reprendre la main sur 1 incontournable : notre poids collectif parce nous sommes les forces productives.

- *L'habitat partagé* : le réseau HAPA, qui relève de l'économie sociale et solidaire, travaille à réinventer 1 protection sociale en territoires, à retisser des solidarités citoyennes, à réfléchir à la propriété collégiale. C'est toute la question du soin et du prendre soin, du bien vieillir et vieillir ensemble, de la vision durable et transgénérationnelle qu'on est capable de construire autour des problématiques du logement.

Pour notre UL: travail, logement, santé, sécurité etc., il n'y a pas de petites luttes, de petites résistances, de petites utopies. Toutes feront les grandes rivières de demain. Une des forces de frappe d'Alternative Mutualiste, c'est d'arriver à les fédérer, à créer un temps de partage, de repères, de connaissance, de perspectives claires. C'est pourquoi nous sommes attachés à cette université d'été. Nous y serons donc l'an prochain et encore celles d'après...

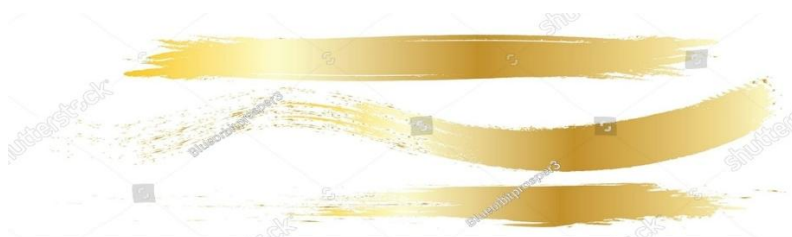
Formation pour les conseiller-es du salarié

4 camarades de l'UL ont participé à la formation rupture individuelle du contrat de travail qui s'adressait particulièrement aux nouveaux conseiller-es du salarié. Nous sommes désormais 5 CGT sur la bassin de Champagnole. Ce mandat concerne tout-e salarié-e convoqué-e à un entretien en vue de licenciement quand il n'y a pas de représentation, délégation du personnel dans l'entreprise. Bref, un mandat indispensable pour veiller sur nos droits collectifs et engager les recours nécessaires.



Résister, s'engager, signer les pétitions !!

- Faites payer les gros pollueurs pour les catastrophes climatiques (WeMoveEurope et 350.org)
- la détention en isolement est illégale (Amnesty International)
- Contre la fermeture du CCAS de Belfort
- Pour des étés encore vivables (AVAAZ)
- Refusons l'abandon ferroviaire entre Moulins et Lyon vis Paray le Monial
- Pas de fusil sur les cendres
- Protéger la biodiversité, pas de thons rouges en cage (CIWF)
- Google enfreint la loi, il faut des mesures de l'UE (WeMoveEurope)



Solidarité internationale

En août, notre UL a répondu à l'appel d'Avenir Social concernant le Vénézuéla, frappé par 2 séismes. De nombreux syndicalistes ont perdu la vie, comme beaucoup trop d'autres. Une horreur de plus quand la population est déjà plus qu'éprouvée par de longues années de crise sociale et démocratique, sans

compter l'agression militaire illégale des USA. Et le Népal appelle aujourd'hui aussi pour faire face.

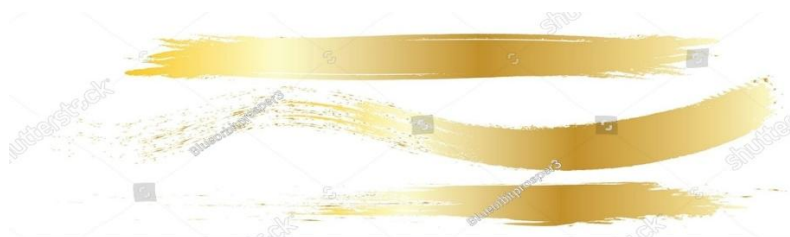
La solidarité, ce n'est pas qu'une valeur ou une idée. Elle ne peut être désincarnée ! Notre UL continue aussi d'acheminer des produits de 1ères nécessités sur Cuba. N'oublions pas cette solidarité simple et active...

Solidarité encore et toujours

Les SCOP-TI ont fait appel à solidarité, à sociofinancement. Les SCOP-TI, c'est le thé 1336 : 1336 jours de résistances, 12 ans d'autogestion, avec le soutien indéfectible de notre organisation. Là leur production évolue et ils ont besoin de trésorerie pour atteindre leurs objectifs. Comme pour toute solidarité, notre UL a répondu à l'appel. Vous souhaitez contribuer ? <https://www.scop-ti.info/campagne-de-socio-financement/>

Le YOUPI !!

La plainte contre notre secrétaire générale Sophie Binet a été retirée. Elle était poursuivie par la hargne de S. de Menton (présidente du groupe patronal ETHIC) pour avoir déclaré, à propos du grand patronat, des ultra riches : « les rats quittent le navire ». Notre UL avait envoyé tout son soutien (paru dans un P'tit Rouge). Ce retrait n'est pas lié à l'hypothétique bonté de cette entrepreneure (qui devra rembourser l'intégralité de nos frais de procédure) mais bel et bien à la mobilisation de toute la Cgt et des autres organisations syndicales, de la confédération syndicale internationale, de centaines d'organisations syndicales du monde entier qui ont dénoncé cette procédure bâillon. La lutte continue contre la plainte de Tefal : notre SG a dénoncé publiquement la répression syndicale au sein de cette entreprise.



La lettre du SMRC aux partis politiques progressistes



Champagnole le 10 septembre 2026.

Mesdames, Messieurs

En Europe occidentale, l'extrême droite est souvent arrivée au pouvoir par les urnes, avec des campagnes financées par les plus riches. Il semble que l'histoire veuille se répéter puisqu'il s'agit d'un des enjeux fondamentaux des élections à la présidentielle de 2027. Il en va donc de la démocratie, des droits humains fondamentaux et de l'Etat de droit.

Notre propre histoire nous rappelle que toutes les forces progressistes ont pu faire barrage parce qu'elles se sont unies. Dernier exemple, les élections législatives de 2024, où l'extrême droite était donnée vainqueur.

Or nous constatons aujourd'hui que ces forces progressistes que vous représentez en partie cultivent davantage leurs différences qu'une recherche de connexion sur un objectif central : battre l'extrême droite et porter une politique qui réponde aux besoins des citoyen-es, des travailleur-es.

Pour nous, militant-es syndicaux de longue date, cette posture qui vous est commune est consternante, plus qu'inquiétante. Elle est et sera probablement très lourde de conséquences, de responsabilité.

Aussi nous vous demandons d'entendre la voix de toutes celles et ceux qui résistent au quotidien, de co-construire une alternative claire sur les fondamentaux sociaux, démocratiques et environnementaux. Parce qu'il s'agit de rassembler, de redessiner un horizon et de l'espoir, de reconstruire les conditions de l'effectivité des droits, de la paix et des solidarités.

Il s'agit de redonner un socle au vivre ensemble, un ciment contre la désagrégation, contre l'arbitraire et les violences de toutes formes, contre la loi du plus fort..

Construire ce front est d'autant plus urgent que le constat amplement partagé est que tous, vous avez abandonné les travailleur-es.

En effet, toutes ces dernières années, vous vous êtes largement centrés sur les seules logiques de l'emploi et vous êtes, de fait, dans l'impossibilité d'entendre, de comprendre ce qui se vit au travail.

Vous ne savez pas, plus, ce que signifie le travail pour celles et ceux qui l'exercent au quotidien. N'être jamais habilité à le dire, être disqualifié, discrédité, dépossédé. Ne jamais pouvoir faire l'expérience de la citoyenneté, de la démocratie, de l'entraide au travail quand les droits sont pulvérisés. Parce que les organisations et les managements sont à eux seuls complètement totalitaires. Tout cela construit des oreilles attentives au RN.

Vous vous présentez tous défenseur de la République et donc le candidat idéal. Au regard de la situation, l'urgence est de fédérer sur une seule candidature. Vous l'avez fait en 2024. Ce qui est urgent dès aujourd'hui, c'est de mobiliser les citoyen-es, les travailleur-es, pour construire les transformations progressistes nécessaires à la dignité humaine et à la démocratie.

Il n'est pas de sauveur suprême et les travailleur-es sont les piliers, les forces incontournables pour y arriver.

Nous vous demandons réveil, sursaut.

Nous vous suivrons toutes et tous attentivement dans ce processus qui conditionnera nos votes.

Dans l'attente, avec nos meilleures salutations,

CGT SMRC

Ont contribué à ce
numéro :

Françoise, Yann,
Jacqueline et plein de
petites mains de l'UL.

Contact :

06 62 23 85 48

06 33 03 65 36

[Cgt.champa@gmail.c
om](mailto:Cgt.champa@gmail.com)

Page facebook

Retrouvez-nous,
Commentez, likez

Prochains rendez-vous

29 septembre

Journée nationale interprofessionnelle
d'action

Grèves et manifestations

+--+--+

14 octobre

Mobilisation pour l'AGIRC ARRCO

Contre le blocage des pensions de
retraites complémentaires

+--+--+

20 octobre

Manifestation européenne à Strasbourg
contre la dérégulation totale prévue par
la commission européenne.

+--+--+

19 novembre

Mobilisation nationale des retraité-es à
Paris